



Mécanismes de flexibilité : *D'une approche MDP projets vers des approches Programmes , Secteurs ou Politiques!!*

Ali Agoumi

Directeur EcoSecurities Maghreb



Sommaire

- Du projet MDP au MDP Programmatique
- Perspectives pour l'après 2012 :
 - MDP reformé
 - MDP Programmatique amélioré
 - Approche Sectorielle
 - ANAAs
 - La REDD+
 - Nouveaux mécanismes : avantages et inconvénients



Les premières années du MDP ???

- ∅ Une grande inertie du processus de validation et d'enregistrement des projets , coûts importants /retour financier attendu de certains petits projets ;
- ∅ Répartition géographique des projets MDP est très déséquilibrée au profit de grands pays émergents (Chine, Inde, Mexique...) : l'Afrique moins de 2% des projets enregistrés ;
- ∅ L'approche MDP traditionnelle projet par projet ne pouvait pas entraîner des réductions importantes:

– **-Vers une approche plus large à une autre échelle!**



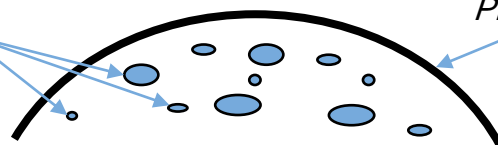
Du projet MDP au MDP Programmatique

• Le MDP programmatique - Qu'est ce que c'est?

Action réduisant les émissions de GES



Actions réduisant les émissions de GES ("CPA")



Programme ("PoA")

<i>MDP traditionnel</i>	<i>MDPp</i>
Une activité de projet MDP...	Un programme + de nombreuses activités de projet...
...a un endroit défini	...sur des sites différents, en général non définis au début du programme
Enregistrement d'un "projet MDP" qui ne change pas au fil du temps	Enregistrement d'un "programme d'activités MDP" puis ajout d'activités MDP au cours du temps
Un parc éolien, la récupération du méthane d'une décharge, l'installation d'un catalyseur dans une usine N2O	Un programme de promotion de l'énergie solaire et de nombreux chauffe-eau solaires Un programme de distribution de LFC et de nombreuses LFC Un programme d'installation de cuisinières améliorées



Le MDP programmatique

● Avantages

- Flexibilité & coûts de transaction réduits
 - enregistrement du programme puis ajout des activités de projet au cours du temps
 - pas besoin de connaître la composition et la taille du programme avant de commencer le programme
- Nouvelles opportunités
 - dans des secteurs faiblement représentés dans le MDP traditionnel, surtout ceux où les réductions d'émissions sont dispersées dans le temps et dans l'espace
 - dans des pays qui ne bénéficient pas beaucoup du MDP traditionnel, par exemple du fait de leur organisation ou de leur économie



Le MDP programmatique

- **Portefeuille de programmes d'activités**
 - Approche approuvée par le CE en juin 2007
 - 2 ans et demi après:
 - 13 programmes en validation, dont 2 développés par EcoSecurities [chauffe-eau solaires Prosol]
 - 1 programme soumis a enregistrement (“Request for review”)
 - 1 programme enregistré (LFC au Mexique)





	Portefeuille MDP programmatische	Portefeuille MDP traditionnel
Nombre de projets [total] [soumis a validation pendant les deux premières années]	15 15	5513 562
Projets solaires	27%	0.8%
Projets LFC	20%	0.8%
Projets dans les pays les moins avances	27% (33% AFR)	0.8%
Projets petite échelle	100%	45%
Projets a l'échelle du ménage	++	--
Projets a l'échelle d'une usine/site industriel	--	++

Sources: CDM Pipeline – Octobre 2009 et site UNFCCC



Perspectives pour l'après 2012

*Réalité et tendances en cours
de négociation !!!!*



MDP reformé

- Meilleure Gouvernance et plus grande efficacité du MDP
- Base de référence multi-projets normalisée!!
- Liste positive et liste négative : possible dispense (ou très grande simplification) du test d'additionnalité pour certains petits projets
- Amélioration de la répartition régionale
 - Quotas par régions !
 - Facteurs de multiplication des crédits par région !
 - Frais de montage, de validation et d'enregistrement limités pour certains types de pays
- CSC et nucléaire dans le MDP !!!
- Limites d'utilisation des URCEs et nouveaux acheteurs potentiels : quels marchés et quand ? Quelle valeur de l'URCE future ?



MDP programmatique amélioré

- **Responsabilité des EODs**
 - *Problème*: Responsabilité en cas d'ajout erroné d'activités au PoA (remboursement d'URCEs)
 - *Solution possible*: Définition de ce que constitue une erreur + restriction du risque dans le temps
- **Utilisation de plusieurs méthodologies**
 - *Problème*: De nombreux programmes nécessitent l'utilisation de plusieurs méthodologies. La procédure actuelle est complexe.
 - *Solution possible*: Une procédure allégée pour les PoAs et/ou une liste positive de méthodologies qui peuvent être combinées pour les PoAs.



Mécanismes sectoriels

- **Système d'échange de droits d'émissions dans une approche sectorielle**
 - Mis en place en vertu de plafonnement des émissions, examinés et approuvés par la COP / MOP, fixés pour le secteur dans le pays hôte (Scénario Tendancier).
 - Création d'un marché d'échange de droits d'émissions mais seulement pour un secteur donné (par exemple "les producteurs d'acier»)
 - Les usines qui ne respectent pas leur plafond d'émissions doivent acheter des crédits sur ce marché sectoriel
 - Ce plafonnement serait pour les pays hôtes en développement juridiquement non contraignant à l'échelle internationale



Mécanismes sectoriels

- **Mécanisme sectoriel sans pertes**
 - Un objectif sectoriel, examiné et approuvé par la COP/MOP, **est fixé en dessous du Scénario Tendancier** pour un secteur donné dans le pays hôte
 - Le gouvernement met en œuvre des politiques visant à provoquer la baisse visée des émissions du secteur
 - Le gouvernement reçoit des crédits pour une réduction supplémentaire des émissions du secteur par rapport aux objectifs définis pour le secteur
 - Si les émissions du secteur sont supérieures à l'objectif fixé pour le secteur, aucune punition ne peut être envisagée contre le pays hôte



ANAAs..!

- C'est un mécanisme visant à compenser les réductions des émissions engendrées par une Action Nationale Appropriée d'Atténuation (ANAA)
- Les ANAAs pourraient couvrir des types d'efforts qui sont difficilement adaptés au marché d'échange de crédits carbone comme :
 - La réglementation et ses effets possibles sur les émissions
 - Des subventions données par l'État pour promouvoir les ER (par ex) et qui ont un impact sur les émissions
 - La limitation des taxes sur l'importation de technologies peu émettrices de GES
 - la mise à disposition d'information et de sensibilisation pouvant entraîner une limitation du recours aux techniques trop émettrices de GES
- Le Gouvernement serait chargé d'établir une base de comptabilisation
- Le Gouvernement recevrait alors des crédits qu'il pourrait intégrer dans sa politique et distribuer aux intéressés selon sa convenance

La REDD+!

- Réduction des Émissions engendrée par la lutte contre la Déforestation et contre la Dégradation des forêts et par la conservation des forêts ;
- L'additionalité de projets REDD+ sera très difficile à démontrer à cause de la difficulté de prévoir avec précision la ligne de base et des capacités limitées sur ces aspects dans la région ;
- Dans les pays, non tropicaux, situés en zones arides à semi arides d'Afrique du Nord et de l'ouest, du Moyen Orient où le taux de fixation du carbone est plutôt entre 10 et 20 TC/ha avec des superficies de forêts très limitées, les projets REDD+ pourraient entraîner très peu de réduction des émissions et être ainsi très peu attractifs ;
- Aussi il s'avère que pour ces pays l'appui au REDD+ devrait être sous forme de financements directs de politiques nationales de lutte contre la déforestation. Il s'agit donc d'opter ici pour une démarche Pays et non projet



Nouveaux mécanismes de flexibilité proposés

avantages et inconvénients

- **L'échange des droits d'émissions sectoriels:** Ceci est seulement bénéfique là où le secteur a assez d'acteurs et un grand niveau d'émissions
→ peu de chances d'être le cas en Afrique du Nord & Moyen-Orient
- **Mécanisme sectoriel sans perte :** Manque de clarté sur comment les entreprises individuelles qui réduisent les émissions serait intéressées et motivées, puisque les crédits de réductions iraient au gouvernement et non pas directement à l'entreprise
- **ANNAs:** Potentiellement utile pour les secteurs où le gouvernement pourrait faire le plus de différence, **les appareils ménagers, les transports, l'agriculture...**
→ difficile de savoir comment les entreprises et autres acteurs qui réduisent les émissions dans ce contexte seraient intéressés puisque les crédits iraient au gouvernement
- **REDD+ :** plutôt positif pour la région(DD) même si la quantité de carbone pouvant être évitée est faible par ce lien

Nouveaux mécanismes et région MENA

- **Les mécanismes sectoriels** ne sont probablement pas utiles sur une approche pays dans la région MENA :

Peut-être qu'une approche sectorielle pourrait être envisagée pour le secteur pétrole/ gaz dans toute la région MENA !!!

- **Les ANAAs** pourraient être utiles pour certains types de projets, principalement là où les réductions des émissions sont faibles par utilisateur mais importantes dans leur ensemble

- **La REDD+** pourrait aider à la mise en place de politiques de lutte contre la déforestation et de conservation des sols fortes et durables dont les effets carbone pourraient être faibles mais dont l'impact pour le Développement Durable et pour l'Adaptation aux effets des changements climatiques pourrait être très important .

- **Le MDP Réformé(projet et Programmatique)** reste sans doute encore le meilleur moyen pour les grands émetteurs en Afrique du Nord et au Moyen-Orient de bénéficier de financements carbone pour les réductions d'émissions :Par exemple, pour les centrales électriques, certaines industries comme celle de l'acier, du ciment et des engrais, du pétrole et du gaz ...

ECO SECURITIES



Merci

ali.agoumi@ecosecurities.com

www.ecosecurities.com